

Discours plénière Budget Primitif

12/02/2024

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

M. JEAN-LUC GLEYZE

Seul le prononcé fait foi

Avant toute chose, j'aimerais avoir un mot pour **Robert Badinter**.

Son héritage humaniste et politique a une résonance particulière alors que nous faisons face à la montée de nouveaux périls qui veulent faire croire que c'est en condamnant la différence que nous ferons face aux transitions qui s'imposent.

L'abolition de la peine de mort qu'il a porté est un exemple phare de l'importance de **cultiver l'exigence de la nuance pour agir avec justesse et justice dans une société complexe.**

La démocratie se construit sur ce qui nous relie, pas sur le repli. La République, qu'il a si bien représenté de son vivant, se fonde sur l'universalité des droits.

Sachons ne pas l'oublier. Sachons faire du souvenir des valeurs et des combats de Robert Badinter, un socle pour notre République, pour notre avenir.

Minute de silence

Un Département, c'est une collectivité sociale au sens plein.

J'insiste, une **collectivité**. C'est-à-dire une **présence commune reconnue par la loi**, mais **qui tient avant tout à des relations très concrètes, très incarnées entre les citoyens qui l'habitent**.

Dans un département, on n'est pas seulement concitoyens, on est voisins. On est Girondines et Girondins.

On y fréquente le même collège, on y partage les mêmes espaces naturels sensibles, on y boit la même eau, on y emprunte les mêmes routes, pistes cyclables et ouvrages d'arts, on y utilise le même réseau public de fibre optique, on y prend le même bac pour traverser l'Estuaire, on y reçoit le même accompagnement social, on y dispose des mêmes droits, de la même protection.

Nous travaillons à garantir tout cela **dans une proportion la plus équilibrée possible pour créer les conditions de l'égalité de toutes et tous, partout, c'est-à-dire d'une Gironde inclusive**.

Si nous pouvons tendre vers cet horizon, c'est grâce à nos **libertés locales**. **Nous les partageons d'ailleurs avec les communes dont nous sommes et resterons les premiers partenaires**.

Ce n'est pas un hasard si le député de la Gironde et Président du Conseil **Jules Simon** écrivait : « ***la liberté, il faut en convenir, est un peu synonyme de la décentralisation*** »

Or, ce sont ces **libertés locales qui sont aujourd'hui menacées par la contrainte de construire et voter un budget empêché**, piloté par la dépense et non les recettes qui nous permettent des choix réels.

La « libre administration » que nous appelons de nos vœux ne doit pas réduire la conception de la décentralisation à un enjeu principalement administratif.

Elle doit être le socle d'une **réelle autonomie politique et financière**, garante du sens politique et humain de la décentralisation : assurer les **solidarités humaines et territoriales, c'est-à-dire la meilleure vie possible en proximité.**

L'autonomie des collectivités locales est à l'image du citoyen dont le droit fondamental est de pouvoir être indépendant dans sa vie, dans le respect des lois et des principes du droit public qui s'étend à tous les Français.

Ce n'est donc pas s'opposer à l'Etat mais avoir le souci de la **complémentarité républicaine** qui fonde notre démocratie.

Pourtant, **la recherche d'« efficacité » et de « performance » répondant à des enjeux techniques émanant du Gouvernement central a « pris en otage » notre gouvernance territoriale** dans un mouvement de réformes permanentes et de dépossession de notre autonomie :

Avec l'augmentation de notre reste à charge, la diminution de nos compensations, soit directement, soit en refusant de les indexer sur l'inflation : **ce qui représente 160 millions d'euros pour les AIS ;**

Avec l'imposition de dépenses nouvelles non concertées : SEGUR, Avenant 43, hausse du point d'indice, la prime de feu des pompiers... pour **un montant de presque 40 millions d'euros.**

Le calcul est donc simple : **ce sont 200 millions d'euros qui nous sont dus et qui nous manquent pour atteindre un budget juste.**

Chaque année, le coût de cette idéologie et de ces décisions est donc considérable. Ignorant nos alertes, le Gouvernement maintient son cap :

en 2024 la **suppression de l'ASS (26M) ;**

et en 2025 le **financement des uniformes**, s'il est confirmé (6,6M)...

Au grand mépris de notre équilibre budgétaire, de **nos politiques sociales et des droits afférents**, de **nos spécificités territoriales et de l'équité qui en dépend**, les Gouvernements successifs ont contribué à restreindre notre capacité à assumer au mieux **la justice sociale et l'équilibre territorial**.

Si nous sommes loin, ici en Gironde, de la mise sous tutelle, l'encadrement sur le plan financier que subissent les Départements pourrait déjà s'apparenter à une tutelle déguisée !

La simple vision gestionnaire contribue à enfermer les Présidents de Département dans le rôle de « préfet élu » et les Départements dans celui de « guichet de prestations solidaires ».

Réduire notre autonomie politique c'est entamer le sens de notre action publique qui **ne se limite pas au versement du RSA, de l'APA ou de la PCH**.

Les Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) n'ont de sens que si on les pense au prisme du **droit fondé sur un accompagnement humain des parcours de vie, au-delà d'une aide financière individuelle**.

Ces droits nous permettent de vivre ensemble, de faire du lien social le socle de la construction d'un espace vécu en commun : notre Gironde.

« Ne réduisez pas les citoyens à mendier comme une faveur ce qui leur appartient comme un droit », interpellait le sénateur Édouard Laboulaye au XIXème siècle.

Je pousse le même cri d'alerte aujourd'hui : **il n'y pas de « faveur » ni de privilège dans une République !**

Les solidarités se concrétisent dans des droits : si nous ne le garantissons pas, la promesse républicaine est rompue tout comme les liens qui font notre société.

Or, l'asphyxie financière des Départements a pour conséquences la **restriction de l'accès et l'effectivité des droits**, la **casse du service public de proximité** donc le **creusement des fractures territoriales** et la **montée des périls extrémistes** !

Face à cela, nous avons besoin de la confiance de l'Etat comme l'Etat a besoin de notre confiance pour assumer les solidarités qui nous permettrons de réaliser les transitions sociales, écologiques et économiques avec justesse et justice.

C'est pourquoi je vous proposerai de voter, à main levée et je l'espère à l'unanimité, **un vœu pour un budget juste** afin d'appeler le Gouvernement à la **raison républicaine**.

Nous voulons partager avec l'Etat des coopérations sincères comme nous en avons sur le terrain avec **tous nos partenaires qui tissent les mailles du service public et du lien social**.

Nous voulons partager avec l'Etat des **relations de confiance retrouvée** pour créer les conditions d'une bonne vie pour toutes et tous, partout, afin que notre République soit véritablement « une et indivisible ».

Nous voulons partager avec l'Etat, avec les Girondines et les Girondins, le projet commun de **la liberté comme base, l'égalité comme moyen, et la fraternité comme but**.